L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED

COL. HUGUES J. DE LA VERGNE
PRÉSIDENT

MAURICE LAFARGUE
Directeur-Gérant

Phone Main 3487

Bureaux: 323 Rue de Chartres entre Conti et Bienville

Entered at the Post Office of New Orleans as Second Class Matter

Pour les petites annonces de demandes, ventes, locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 6 sous la ligne, voir une autre page du journal.

L'Abeille est en vente au kiosque de journaux du "Times Square Building," à New-York.

TEMPERATURE.

Thermomètre de E. Claudel, Opticien, Successeur de E. & L. Claudel, 918 rue du Canal, Nouvelle-Orléans, Lne.

Samedi, 29 août 1914.

	Fahrenheit	Centigrade
7 h. du matin..	83	25
Midi	85	26
3 p. m.	84	26
6 p. m.	83	25

Réquisitoire du Procureur Général

(Suite.)

C'est alors qu'un rapprochement étroit et terrible paraît s'être fait dans l'esprit de Mme Caillaux.

Calmette ramasse la vérité où elle se trouve, mais cette lettre privée, cette lettre d'un homme à une amie qu'il vient de publier, c'est une lettre adressée en 1901 à Mme Gueydan. Or, Mme Gueydan possède d'autres lettres, celle de 1909, où, le passé de Mme Caillaux peut apparaître aux yeux du monde, aux yeux de sa fille.

Calmette ramasse la vérité où il la trouve, mais la même source qui lui a procuré la lettre "Ton Jo", ne lui a-t-elle pas procuré les deux autres? Et, puisqu'on vient de publier la première lettre "Ton Jo", pour discréditer la politique du ministre, ce n'est plus, sans doute, qu'une question d'heures, et on publiera les autres pour assurer l'échec du député. C'est à tort qu'elle a pensé que M. Calmette publierait ces lettres.

M. Calmette n'aurait pas publié et ne pouvait pas publier les lettres: elles n'étaient pas en sa possession. Il ne paraît même pas avoir cherché à se les procurer, et certes il n'eût rien publié d'un texte avec lequel il eût été impossible de compromettre le député sans compromettre sa femme. En effet, tous ceux qui ont approché M. Calmette, aussi bien, semble-t-il, ses adversaires que ses amis, tous dont d'accord pour rendre hommage à sa courtoisie habituelle, à ses sentiments de délicatesse et pardessus tout au respect profond qu'il avait de la femme.

Par conséquent, M. Calmette n'eût point publié les lettres: il ne serait jamais descendu à une pareille action. M. Calmette n'eût jamais fait cela. Mais il semble bien malheureusement que M. et Mme Caillaux ont cru qu'il l'aurait fait. C'est du moins l'impression qu'on éprouve quand on se rapporte à la déposition de M. le Président de la République:

Je lui ai répondu que je tenais M. Calmette pour un galant homme, tout à fait incapable de publier des lettres qui mettraient en cause Mme Caillaux, mais j'essayai vainement de le convaincre à ce sujet...

Cependant, au cours de cette entrevue avec M. le Président de la République, on avait envisagé le moyen de prevenir cette publication redoutée. M. le Président de la République en a ainsi parlé dans sa déposition:

M. Caillaux me déclara ensuite qu'il allait consulter ses conseils, notamment Me Thorel, avoué sur les moyens à employer ou sur la procédure à suivre pour empêcher la publication. Je l'engageai à voir également l'avocat qui s'était chargé de ses intérêts dans son procès en divorce, Me Maurice Bernard. "Me Maurice Bernard, lui dis-je, connaît Calmette, il pourra facilement s'assurer auprès de lui qu'aucune lettre ne doit être publiée, ou, au besoin même, si contrairement à ma conviction, vos soupçons étaient fondés, il aurait l'autorité nécessaire pour empêcher la publication.

M. Caillaux me remercia, mais me déclara qu'étant pris au Sénat toute l'après-midi, il ne pourrait voir Me Maurice Bernard. Je lui répondis que celui-ci étant mon ami et venant assez souvent me voir, m'avait fait savoir que, ne m'ayant pas rencontré depuis longtemps à cause de son voyage en Algérie, il viendrait, soit ce jour-là, soit le lendemain, me serrer la main. J'ajoutai que s'il me rendait visite, je m'entretiendrais avec lui de cette conversation. Effectivement, Me Maurice Bernard était venu au début de l'après-midi; je lui fis part des craintes de M. Caillaux, et je l'engageai à le voir. Me Maurice Bernard m'ai déclaré qu'il considérait M. Calmette comme incapable de publier des lettres visant Mme Caillaux, mais que néanmoins il verrait dans la journée même M. Caillaux et au besoin M. Calmette. J'ai su que Me Bernard avait vu M. Caillaux à la fin de l'après-midi, mais trop tard. J'avais été si frappé de l'état de M. Caillaux que le président du Conseil étant venu me voir dans le courant de l'après-midi pour affaires de son département, je crus devoir le tenir au courant de la conversation que j'avais eue avec M. Caillaux et avec Me Bernard."

Ainsi, M. le Président de la République avait conseillé et proposé l'intervention de Me Maurice Bernard. Si Calmette avait des lettres, c'était la chance certaine qu'elles ne seraient pas publiées, qu'on ne ferait pas en vain appel à sa délicatesse. Pourquoi M. Caillaux n'a-t-il pas parlé de cet entretien à sa femme? Il ne paraît pas, je le sais, avoir eu grande confiance dans le résultat d'une démarche de Me Maurice Bernard, et il a déclaré que, pour lui, cette démarche devait intervenir sur le terrain juridique et non pas au point de vue d'une conciliation éventuelle. Mais quelque incrédule qu'il soit resté à ce sujet, il aurait pu en parler à sa femme, essayer ainsi de la calmer et peut-être la catastrophe eût-elle été évitée. Bien sincèrement, je ne puis, pour ma part, qu'éprouver un vif regret d'une pareille abstention.

Il semble d'ailleurs, messieurs, qu'un concours néfaste de circonstances soit venu à ce moment écarter tout ce qui pouvait endormir les inquiétudes de l'accusée et accumuler au contraire tout ce qui était de nature à confirmer son appréhension. Le lendemain de la publication de la lettre "Ton Jo", le 14 mars, deux amis de M. Caillaux, MM. Ceccaldi et Dubarry, vinrent le prévenir que des lettres intimes allaient paraître.

M. Dubarry, vous l'avez vu, c'est un journaliste parlementaire en relations depuis assez longtemps avec M. Caillaux et qui avait appris, notamment au cours de conversations avec MM. Le Couret et Livet, que les lettres intimes adressées à Mme Caillaux avant son mariage allaient incessamment être publiées par le "Figaro". Dans la soirée du 13 mars, M. Dubarry en a fait part à M. Ceccaldi et c'est ainsi que le lendemain, 14 mars, M. Caillaux reçoit successivement la visite et de M. Dubarry et de M. Ceccaldi, et d'après les indications qui lui sont données, M. Caillaux de dire: "Mais il s'agit là des lettres qui m'ont été volées en 1909!..."

Le lendemain dimanche 15 mars, Mme Caillaux déjeuna chez la princesse de Monaco, en compagnie de Mme Chartran, de Mme Estradère, de M. de Lara et de M. Morand, et il semble bien qu'au cours de ce déjeuner, il n'ait guère été question que de la campagne et des divulgations du "Figaro".

"Au cours du déjeuner, dit Mme Chartran, Mme Caillaux nous entretint de l'émotion que lui causait la campagne du "Figaro", et il m'apparut qu'elle redoutait une nouvelle chose de la part du journal, qu'elle craignait d'autres indiscrétions.

"J'ai, ce jour-là, ajoute M. de Lara, remarqué chez Mme Caillaux une certaine exaltation, faisant suite à des moments de dépression et de découragement. Revenant sur la publication de l'avant-veille, elle me dit qu'elle redoutait d'autres divulgations."

Deux mois auparavant, Mme Estradère avait déjà prévenu Mme Caillaux que M. Calmette, en vue de se documenter contre son mari, aurait offert d'acheter une lettre possédée par Mme Gueydan, lettre qu'on croyait détruite, mais qui ne l'était pas.

M. Morand, de son côté, a indiqué:

"J'ai eu l'impression, dit-il, que les bavardages qui ne cessaient de s'exercer autour de Mme Caillaux sur la divulgation possible des lettres intimes, ont dû exercer sur elle la suggestion la plus fâcheuse."

Un incident devait, dans l'après-midi, achever de porter au comble l'exaspération de Mme Caillaux. Venant de faire une visite boulevard Haussmann, Mme Caillaux, tout émue, raconte à Mme Chartran qu'en plein salon, on lui a dit: "Ah! c'est vous la femme du ministre des finances! Espérons qu'il tombera bientôt et que nous serons enfin débarrassés de l'impôt sur le revenu."

Nous arrivons ainsi au lundi 16 mars, jour du crime.

Dès le matin, nouvelle alerte, Mme Caillaux, suivant son habitude, lit le "Figaro"; elle y voit un article intitulé: "Intermède comique". Et elle vous a dit le lien qui dans son esprit s'était établi entre cette publication et celle qu'elle appréhendait et qui allait suivre, d'après elle.

Alors, les événements se précipitent.

C'est d'abord, dans la matinée du 16 mars, le coup de téléphone à M. le président Monier. M. le président Monier se rend auprès de Mme Caillaux, non pas par complaisance, mais par courtoisie. Il trouve Mme Caillaux tenant en main un papier plié en quatre; il ne l'a pas vu, mais on vous a dit que c'était un projet d'assignation contre M. Calmette, devant le Tribunal civil, projet rédigé par Me Thorel, avoué, et ayant pour base la violation d'une correspondance privée.

(A Suivre.)

Comment la fourberie allemande s'est brisée contre la loyauté anglaise

Le Petit Journal.

Peu à peu le jour se fait—il ne sera complet qu'après la guerre—sur les manœuvres de toute espèce auxquelles a recouru l'Allemagne pour rendre se conflit européen inévitable et pour empêcher l'Angleterre d'intervenir en notre faveur.

Les documents diplomatiques qui viennent d'être publiés à Londres sont, à cet égard, singulièrement probants. Ils établissent avec toute la force de la vérité et de l'évidence les mensonges du gouvernement allemand au cours des événements qui ont précédé les déclarations de guerre à la Russie et à la France.

Ils établissent avec la même lumineuse clarté la bassesse des procédés dont la diplomatie germanique a tout spécialement usé contre notre pays. On prend là sur le vif les manifestations de la haine dont nous poursuivent sournoisement depuis 1871 les conquérants provisoires de l'Alsace-Lorraine.

On se rappelle l'énergie avec laquelle le gouvernement allemand n'a cessé de prétendre qu'il n'avait pas été mis au courant par l'Autriche du texte de l'ultimatum destiné par elle à la Serbie. Le mensonge de cette affirmation ressort sans contestation possible d'une dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, adressée au gouvernement de Londres et datée du 30 juillet. Sir Maurice de Bunsen déclare tenir d'un renseignement de source privée que "l'ambassadeur d'allemagne à Vienne connaissait le texte de l'ultimatum avant son envoi et qu'il en avait télégraphié la teneur à l'empereur d'Allemagne". — "Je tiens de l'ambasadeur d'Allemagne, ajouta-t-il, que l'empereur en approuve complètement le texte."

Quant aux démarches incessantes de l'Allemagne pour obtenir la non-intervention de l'Angleterre, elles sont un modèle de mauvaise foi et de perfidie. Elles rappellent la fameuse invention de Bismarck avant la guerre de 1870 sur les prétendus projets du gouvernement français à l'égard de la Belgique. On sait comment il nous avait dénoncés comme voulant disposer du sort de ce pays, et quel rôle cette affirmation calomnieuse joua dans la préparation diplomatique de la guerre.

En échange de la neutralité de la Grande-Bretagne dans le conflit actuel de l'Europe, le chancelier Bethmann-Hollweg avait offert au gouvernement de Londres l'assurance "qu'il ne visait pas à des acquisitions territoriales aux dépens de la France en cas de victoire". Mais il refusait d'étendre cette assurance au territoire des colonies françaises.

Pour la Belgique, il offrait, on le sait, de rétablir son intégrité après la guerre, c'est-à-dire après que la violation du territoire belge aurait offert aux armées allemandes tous les avantages qu'elles entendaient en tirer pour nous envahir.

Il proposait enfin un accord de neutralité générale entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour sceller définitivement entre les deux pays les relations d'amitié. (Que seraient-elles donc si elles n'étaient pas amicales?)

Ce que voulait, en somme, le chancelier allemand, c'était "amener la Grande-Bretagne à rester les bras croisés tandis que les colonies françaises seraient prises et que la Franve serait battue, aussi longtemps que l'Allemagne ne s'emparerait pas de territoires français proprement dits". L'Algérie, la Tunisie et le Maroc auraient suffi jusqu'à nouvel ordre à sa gloutonnerie.

Voici l'appréciation de Sir Edward Gray sur ces odieux marchandages: "Ce serait une honte pour la Grande-Bretagne, une honte dont elle ne se relèverait jamais."

La fourberie allemande avait compte sans la loyauté britanique. M. de Bethmann-Hollweg avait commis l'erreur la plus grossière en supposant que Sir Edward Grey était un homme de son espèce. Les combinaisons d'apaches sur lesquelles on comptait à Berlin pour anéantir la France se sont heurtées à la sagesse et à la franchise du gouvernement d'un grand peuple, dont trop d'erreurs nous ont séparés dans le passé et avec lequel nous combattons aujourd'hui pour l'indépendance universelle.

A quel point nous avons été près de l'ab)me au lieu de l'être, comme présentement, de la délivrance, on ne s'en convaincra jamais assez!

S. PICHON.

Les Responsabilités

L'Histoire aura son heure, il est bon dès aujourd'hui de fixer pour elle les responsabilités et de prouver, une fois de plus, que si la paix de l'Europe est, demain, déchirée, c'est à l'empire allemand seul qu'en incombera la sanglante responsabilité.

Première preuve — et qui dispenserait des autres: les préparatifs militaires intensifs poursuivis par l'Allemagne depuis le 25 juillet au matin, c'est-à-dire avant même que fût expiré le délai accordé à la Serbie par l'Autriche pour répondre à l'ultimatum. La proclamation faite hier du "Kreicgszustand" n'a qu'un objet: permettre de compléter dans le secret par la mobilisation proprement dite les préparatifs des huit derniers jours.

Deuxième preuve: après l'obstiné refus d'intervenir à Vienne, l'initiative diplomatique d'hier soir, par quoi l'Allemagne rend inutiles les concessions faites par la Russie à la demande de l'Angleterre et stériles les dispositions vaguement conciliantes marquées par l'Autriche dans la journée d'hier. C'est ce moment que l'Allemagne a choisi pour envoyer à Saint-Pétersbourg un ultimatum et pour poser à Paris une question qui, elle-même, n'est qu'un ultimatum déguisé.

Mais il y a mieux, et l'Allemagne, qui veut la guerre, s'attache à en faire retomber sur la France la responsabilité. Elle a commencé ses armements il y a plus de huit jours. Depuis hier, elle mobilise à l'abri du "Kriegszustand". Mais en même temps, elle reproche à la Russie de mobiliser, et elle comme la France de ne pas le faire. Si demain, ayant déjà laissé passer encore les heures, nous nous décidons à appeler nos réserves, l'Allemagne clamera que c'est nous qui sommes les agresseurs.

Voilà le piège. Voilà le guet-apens. Ce piège, la presse française, de toute la force de sa sincérité, le dénonce à l'opinion du monde civilisé. Par un plan perfidement concerté, l'Autriche et l'Allemagne conduisent l'Europe à la guerre. Avec une intransigeance inouïe, elles écartent toutes les chances de paix. Si c'est la guerre, ce sera leur guerre.

Et quels que soient les artifices de demain, quelque réplique que M. de Jagow veuille donner à la dépêche d'Ems, il n'y aura, cette fois-ci, pas d'équivoque. La Triple-Entente, jusqu'à la dernière heure, aura lutté pour la paix. C'est pour la paix, qu'attaquée, elle combattra.

Bureau de l'Etat Civil

Mariages, Naissances et Décès

Inscrits dans les dernières 24 heures

Naissances.

Mme H. B. Johnson, un garçon.
Mme Jacob Albert, un garçon.
Mme Peter Torre, Jr., une fille.
Mme Jos. Tobin, une fille.
Mme Chas. Selbrandt, un garçon.
Mme Chas. Gilbert, un garçon.
Mme Wm. Tourean, un garçon.
Mme Bernard Gonzales, un garçon.

Mariages.

Albert Dright et Mlle Ida Letche.
James Duffy et Mlle Mary Tymon.
Melchia Adams et Mlle Daisy Went.
Mentin Schwertz et Mlle Emma Flash.

Décès.

S. W. Beatty, 64 ans, 276 Elmira, Algers.
Alexander Watzke, 78 ans, 3207 S. Remparts.
August Arinal, 19 ans, 3230 St. Claude.
Mme Christine Greseler, 38 ans, 505 Joseph.
Mme Kate Cohen, 56 ans, 2414 Laurel.
Elizabeth Cummings, 1926 Washington.
Jacob Christman, 82 ans, 2416 Bourgogne.
Salvatore Federico, 3 ans, Hôpital de la Charité.
Mlle Louise Rey, 18 ans, 1544 N. Derbigny.
Timothy Conners, 57 ans, Hôpital de la Charité.

La finance Française au Brésil

Correspondance Spéciale de l'Abeille

De la "Revue Franco-Brésilienne"

Nous sommes d'opinion que, puisque la finance française s'est intéressé à des entreprises dont quelques-unes ne lui ont pas donné toute satisfaction, elle ne doit pas la laisser exsangües. Mais de là à continuer à alimenter des compagnies étrangères qui se pourvoient de matériel de guerre et industriel partout ailleurs qu'en France et dont le personnel est recruté en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, ou en Amérique du Nord, c'est là un leurre dans lequel les capitalistes français ne doivent pas persister plus longtemps, sous peine de laisser penser que le patriotisme de la patrie française est aux mains de tous les faiseurs arméniens ou autres provenances qui viennent drainer l'épargne française pour la jeter en proie à l'industrie étrangère.

Les vieux généraux Allemands

Correspondance Spéciale de l'Abeille

Berlin. — Au ministère de la guerre, on vient de se livrer à une révision assez sérieuse des cadres généraux; tous ceux qui sont notés comme fatigués ont été rayés avec sévérité et remplacés, ce qui va donner lieu à un fort mouvement de mutations militaires.

Une importation d'or

Correspondance Spéciale de l'Abeille.

La maison Lazare frères de New York enverra demain à la Banque de France 4 millions d'or.

Cette importation sera faite par la "Carmania," de la Compagnie Cunard.

RISQUES DE GUERRE
Nous sommes en mesure de couvrir
L'importation et l'exportation de marchandises par des assurances contre les Risques de Guerre, aux plus bas taux et dans des compagnies Américaines de premier ordre.
MARSHALL J. SMITH & CO., LTD.
ASSURANCES 309 RUE BARONNE
août—27,30 sept—1

SOUDURE
ON SOUDE LES CHAUDIERES
Vous pouvez vous fier à la soudure
À l'Oxy-Acétylène
Nous sollicitons vos réparations
Téléphonez Main 2656 Téléphone de nuit Hemlock 1494
CRESCENT CITY MACHINE AND MFG. WORKS
P. A. DUBUS, Gérant 628-632 rue Tchoupitoulas
7 juin—12 dim

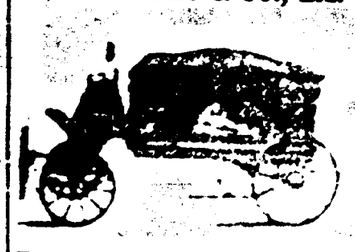
DECES

MERILH — Décédée à la Baie Saint-Louis, Mississipi, samedi, 29 août 1914, MME J. E. MERILH.
La date des funérailles sera annoncée ultérieurement.

VEUVE JACOB SCHOEN
ENTREPRENEUR DE POMPES FUNÈBRES ET EMBAUMEUR
3135 et 3137 RUE BOURGOGNE
Entre Clouet et Louisa, Nouvelle-Orléans
GEO. C. RADEMACHER, Directeur
Téléphone, Hemlock 403
21 juin—1 an—dim

JACOB SCHOEN & SON
Embaumeurs et entrepreneurs de pompes funèbres.
519 Avenue des Champs-Elysées.
Phone 1100 et 1101 Hemlock.
1 fév—1 an—dim

F. LAUDUMIEY, Président et Gérant. B. ADER, Vice-Président.
EMILE ADER, Secrétaire.
F. LAUDUMIEY & CO., Ltd.



Entrepreneurs de Pompes Funèbres et Embaumeurs
1108-1112 RUE NORD REMPARTS
PHONE HEMLOCK 408

PAN-AMERICAN REVIEW
est publiée dans les deux langages les plus employés sur l'hémisphère américain. Cette publication a une circulation des plus importantes dans l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, et particulièrement au Mexique et aux Antilles. Cette revue fait une réclame parfaite en espagnol des centres commerciaux et manufacturiers des Etats-Unis pour le bénéfice des personnes parlant l'espagnol, et en même temps, par réciprocité annonce en anglais les ressources naturelles et les richesses des républiques de l'Amérique latine. Cette revue démontre clairement le bénéfice qu'il y aurait pour ces divers pays d'entrer en relations commerciales et économiques. Pendant cinq ans plusieurs des maisons d'exportation ont augmenté considérablement leur chiffre d'affaires au moyen de cette revue. En faisant de la réclame par l'entremise de cette revue les commerçants du pays pourraient augmenter considérablement leurs affaires dans l'Amérique latine. Nos tarifs d'annonce sont bon marché. Essayez nous, même pour peu de temps, et vous verrez les résultats. Nous serons heureux de publier des articles, sur vos industries ou votre commerce, accompagnés d'illustrations.
PAN-AMERICAN REVIEW.
Dr. R. Guzman, Editeur et Propriétaire. Bureau, Sussex Inc.
18 juin—1 an—dim

EPICERIE DE CAMPAGNE MICELI
COLUMBUS ET CLAIBORNE
Téléphone Hemlock 766.
Tous nos produits à des prix réduits. Laissez nous vous aider à diminuer le coût de l'existence. Nos marchandises sont de la meilleure qualité et nos livraisons sont rapides. Nous faisons cette vente et nous maintenons ces prix parce que nous vous demandons de faire un essai avec nous. Nous sommes certains que vous deviendrez notre client régulier.
Lundi est notre jour d'occasions
VENTE SPÉCIALE D'ÉPICERIES
28 mars 1-an-dim

Phone Main 4857
FIGALLO'S Restaurant and Café
720-722 rue IBERVILLE
Nouvelle-Orléans, Lne.
Nous faisons une spécialité des plats Italiens
GIUFFRIA BROS., Props
26 avril—1 an—dim

TERRY TRANCHINA
A OUVERT LE
RESTAURANT
DU
FORT ESPAGNOL
Avec un service incomparable. Le café de West End est sous la même direction.
26 avril—1 an—dim

"Inversions Profitables" Gratis
pendant six mois. Pour toute personne qui peut investir des sommes, même très petites, ou pour toute personne qui a investi sans profit, cette publication a la valeur de $10.00. De grande valeur pour toute personne qui peut épargner $5.00 par mois et qui ne sait pas comment l'investir. La revue montre comment les banquiers et les boursiers opèrent, la grande science de faire croître l'argent qu'ils cachent au grand public. Elle montre comme $1,000.00 deviennent $22,000.00 et comment on gagne des fortunes fabuleuses. Pour introduire ma revue je vous l'offre gratuite pendant six mois. Ecrivez de suite. H. L. Barber, R496, 30 W. Jackson Blvd., Chicago, U. S. A.

BOUTONS EN CELLULOID faits à la Nouvelle-Orléans
Tous modèles
PROGRESSIVE
Tél. Main 3573
J. EARL ROGERS, 307 Exchange Place
28 juil—1m mar dim

CIMENT et GRAVIER JAHNCKE
A L'ÉPREUVE DES RATS
Téléphone Main 455
814 Avenue Howard
Livraisons immédiates
11août—1m—mar dim

Jos. Petrie, Président.
L. N. Reiser, Secrétaire et Trésorier.
JOSEPH PETRIE & CIE
Entrepreneurs de plomberie
812 RUE ROYALE.
Près de Sainte-Anne.
Tél. Hemlock 1306. Nlle-Orléans, Lne.
déc21—1an—dim